UMOA-Titres
Bâtir un Marché intégré des Titres Publics

REMTP

LES RENCONTRES DU MARCHÉ DES TITRES PUBLICS

6ÈME ÉDITION

REPÚBLICA DA GUINÉ-BISSAU

QUELS LEVIERS ACTIONNER POUR RÉALISER LA CONSOLIDATION BUDGÉTAIRE DANS L'ESPACE UEMOA ?

Janvier 2024

Grandissons ensemble

LE PLAN DE PRÉSENTATION

- Bref aperçu du pays ;
- Situation économique récente et perspectives pour 2023 ;
- Consolidation budgétaire ;
- Perspectives économiques á moyen terme (2024-2026) ;
- Orientation de la stratégie de la dette á moyen terme ;
- Le plan de financement 2024.

- Plus de rigueur ;
- Plus de transparence ;
- Meilleurs résultats.

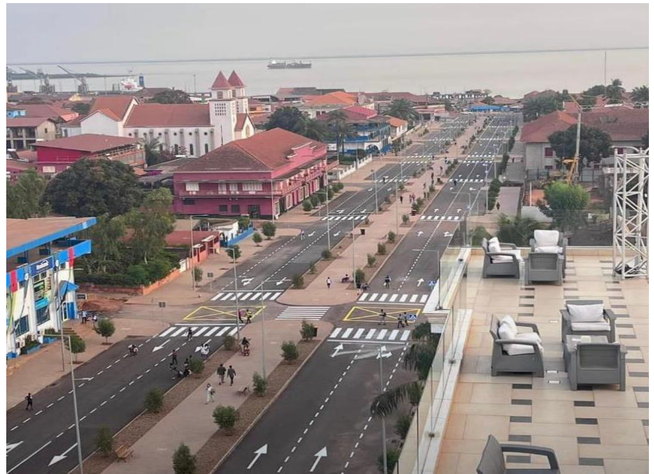
BREF APERÇU DU PAYS

- Un pays de 36 125 kilomètres carrés, avec une population de 2,1 millions d'habitants et un taux de croissance démographique de 3% par an, selon le recensement de 2009.
- L'espérance de vie à la naissance est de 59,7 ans.
- La note globale CPIA de la Guinée-Bissau est de 2,5 en 2022, en amélioration par rapport à 2021

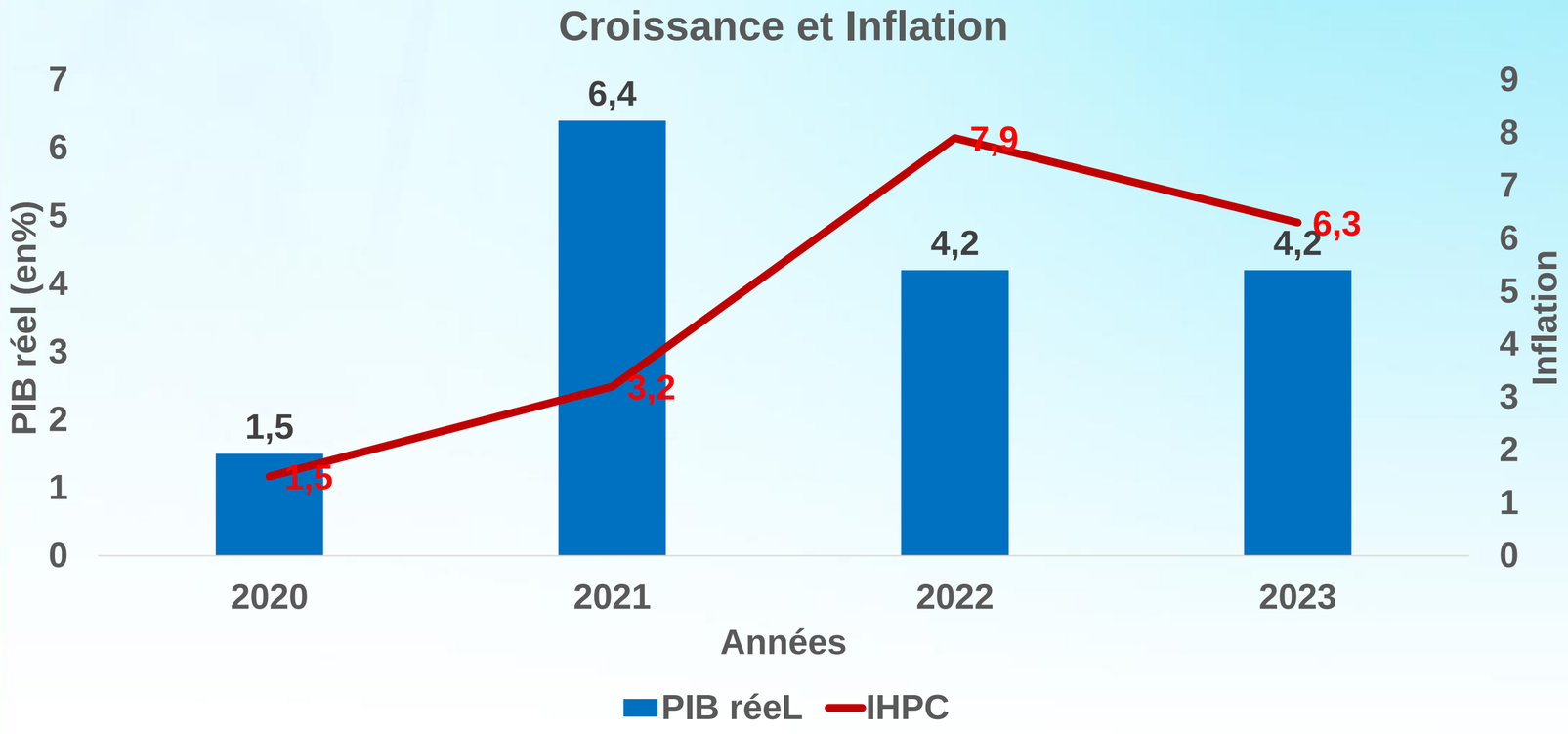
PIB par habitant: 775.5 USD

PIB Nominal: 1.6 milliard USD

Monnaie Nationale: Franc CFA



SITUATION ÉCONOMIQUE RÉCENTE AVEC UN FOCUS SUR 2023



L'économie nationale a été impactée par les chocs enregistrés au plan Mondial. Cependant l'économie de la Guinée Bissau reste dynamique avec une croissance prévue à 4,2 en 2023 comme en 2022. L'inflation, après avoir atteint 7,9% en 2022 a connu une décélération en 2023.

SITUATION DES FINANCES PUBLIQUES

Le déficit budgétaire s'est dégradé ces dernières années, en lien avec les dépenses liées aux mesures contre les chocs exogènes. En 2023, le déficit s'est amélioré suite une progression plus importante des recettes (+19,5%) part rapport aux dépenses (+10,4%).

	2022	2023	Variation
Recettes totales (en milliards FCFA)	164,0	196,0	19,5%
Dépenses totales (en milliards FCFA)	237,4	262,2	10,4%
Solde global	-73,3	-66,2	
Solde global (en % du PIB)	-6,5	-5,5	

CONSOLIDATION BUDGÉTAIRE

La consolidation budgétaire vise à stabiliser et à améliorer la situation des finances publiques du pays. A cet effet, des mesures suivantes sont envisagées :

- la renégociation des crédits obtenus afin de garantir de meilleures conditions et ainsi réduire leur impact sur les dépenses publiques.
- Diversification des sources de revenus, y compris les recettes générées par d'autres entités de l'État qui ne les versent pas encore au Trésor.
- La mise en place de la TVA;
- Extension de l'utilisation d'instruments numériques à toutes les institutions publiques génératrices de revenus, afin de permettre le contrôle et l'augmentation de la collecte des recettes.
- Maintenir une communication transparente avec les investisseurs afin de leur expliquer les mesures qui seront mises en place et les objectifs visés

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES Á MOYEN TERME (2024-2026)

- Le taux de croissance économique pour l'année 2024 est prévu à 5,0%, soit une augmentation de 2,6 points de pourcentage par rapport à l'année 2023. La croissance économique de la Guinée-Bissau serait en moyenne de 4,1 % entre 2025 et 2027.

- Pour l'année 2024, c’est prévu une croissance de 4,5 % dans le secteur primaire, soit une légère baisse de 1,2 point de pourcentage par rapport à l'estimation de 2023.

Les initiatives publiques en matière d'investissement dans les infrastructures devraient s'intensifier, et une dynamique d'agrégation croissante est anticipée dans le secteur de la pêche.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES Á MOYEN TERME (2024-2026)

- Sur la période 2024 à 2026, il est prévu une croissance moyenne de 6,4 % dans le secteur secondaire. Le segment de l'électricité et de l'eau devrait jouer un rôle prépondérant,

- La mise en place d'infrastructures majeures pour la distribution de l'énergie électrique favoriserait un dynamisme accru dans le secteur. Cela contribuerait à stimuler le secteur secondaire, favorisant la diversification et apportant une plus grande valeur ajoutée aux produits en Guinée-Bissau.

La connexion du réseau électrique du pays au barrage de Kaleta en Guinée-Conakry est en cours de finalisation, ce qui permettra d'assurer une alimentation électrique constante à des coûts réduits.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES Á MOYEN TERME (2024-2026)

- Dans le secteur tertiaire, l'année 2024 devrait marquer un tournant significatif en inversant la tendance négative de 1,7 % de 2023 pour atteindre une croissance de 6,4 %.

- Les communications devraient enregistrer une croissance de 5,0 % en 2024, un taux supérieur aux 2,0 % estimés pour 2023, en raison de l'entrée prévue de l'utilisation effective des services de fibre optique par les opérateurs de télécommunications du pays.

La connexion du pays aux câbles sous-marins à fibre optique, un projet financé par des partenaires internationaux et par les propres sociétés de télécommunications, progresse et deviendra une réalité au cours de cette année.

ORIENTATION DE LA STRATÉGIE DE LA DETTE Á MOYEN TERME

- Il n'existe pas de stratégie nationale de dette pour le moment, bien qu'il existe un comité national de la dette, créé par décret n° 27/2021 du conseil des ministres du 29 juin 2021, ce comité effectue des travaux préliminaires sur le processus d'endettement.

- Pour l'année 2024, il est prévu l'élaboration de la stratégie de la dette à moyen terme qui accompagnera la loi de finances 2025.

PLAN DE FINANCEMENT 2024

LE FINANCEMENT DU DÉFICIT BUDGÉTAIRE SERA PRINCIPALEMENT ASSURÉ PAR LES MOYENS SUIVANTS :

- L'émission d'obligations publiques ;
- Les décaissements des Partenaires Techniques et Financiers (PTF) dans le cadre des projets de développement.

PLAN DE FINANCEMENT 2024

BILAN DES ÉMISSIONS DE L'ETAT DE GUINÉE BISSAU SUR L'ANNÉE 2023

- L'Etat de Guinée Bissau est intervenu treize (13) fois sur le Marché des Titres Publics sur l'année 2023. Trente (30) instruments ont été émis sur le marché des titres publics, pour un montant total mobilisé de 142,13 milliards de FCFA.

- Les interventions de l'État de la Guinée-Bissau ont retenu l'attention des investisseurs avec un taux de couverture des émissions 152% contre 176 % enregistré en 2022. L'ensemble des interventions sur l'exercice ont porté sur 6 points de maturités (allant de 3 mois à 7 ans).

PRINCIPAUX INDICATEURS 2023

- Les 13 opérations de la Guinée-Bissau lui ont permis de mobiliser 142,13 milliards de FCFA en hausse de 19,3% par rapport au montant mobilisé en 2022 de 119,06 milliards de FCFA ;
- Répartition du montant mis en adjudication par instruments :
  - 86,37 milliards de FCFA de BAT soit 58% du montant total
  - 55,75 milliards de FCFA d'OAT soit 37% du montant total
- La taille moyenne des émissions a été de 11,5 milliards de FCFA ;
- La Guinée-Bissau est intervenu régulièrement sur tous les trimestres de l'année 2023 (soit 3 fois au 1er trimestre, 4 fois au 2ème et 3ème trimestres et 2 fois au 4ème trimestre) ;
- Toutes les émissions ont porté sur des maturités standards ;
- Intervention de manière régulière et prévisible sur le MTP.

PERSPECTIVES 2024

- L’Etat de Guinée-Bissau va intervenir douze (12) fois sur l'année de manière régulière et sur un jour fixe qui est **le mardi**, afin de donner de la prévisibilité aux investisseurs ;
- Le montant unitaire des émissions classiques (hors adjudications ciblées et opérations spécifiques) sera de **10 et 20 milliards de F CFA** sur les maturités entre 3 mois et 5 ans ;
- Procéder systématiquement à l'**abondement des titres** ;
- Émissions de **titres benchmarks** ;
- La mise en place d’une **gestion active de la dette** pour lisser notamment le service de la dette en 2024 se matérialisent en procédant éventuellement à des **opérations de rachat;**
- Mettre en place une stratégie de gestion de la **relations avec des investisseurs** ;

CALENDRIER D'ÉMISSIONS 2024

Sur la base de la décomposition de la nouvelle dette 2024 et du profil d'extinction de la dette actuelle (échéancier global et échéancier infra annuel), le calendrier d'émissions se présente comme la suite :

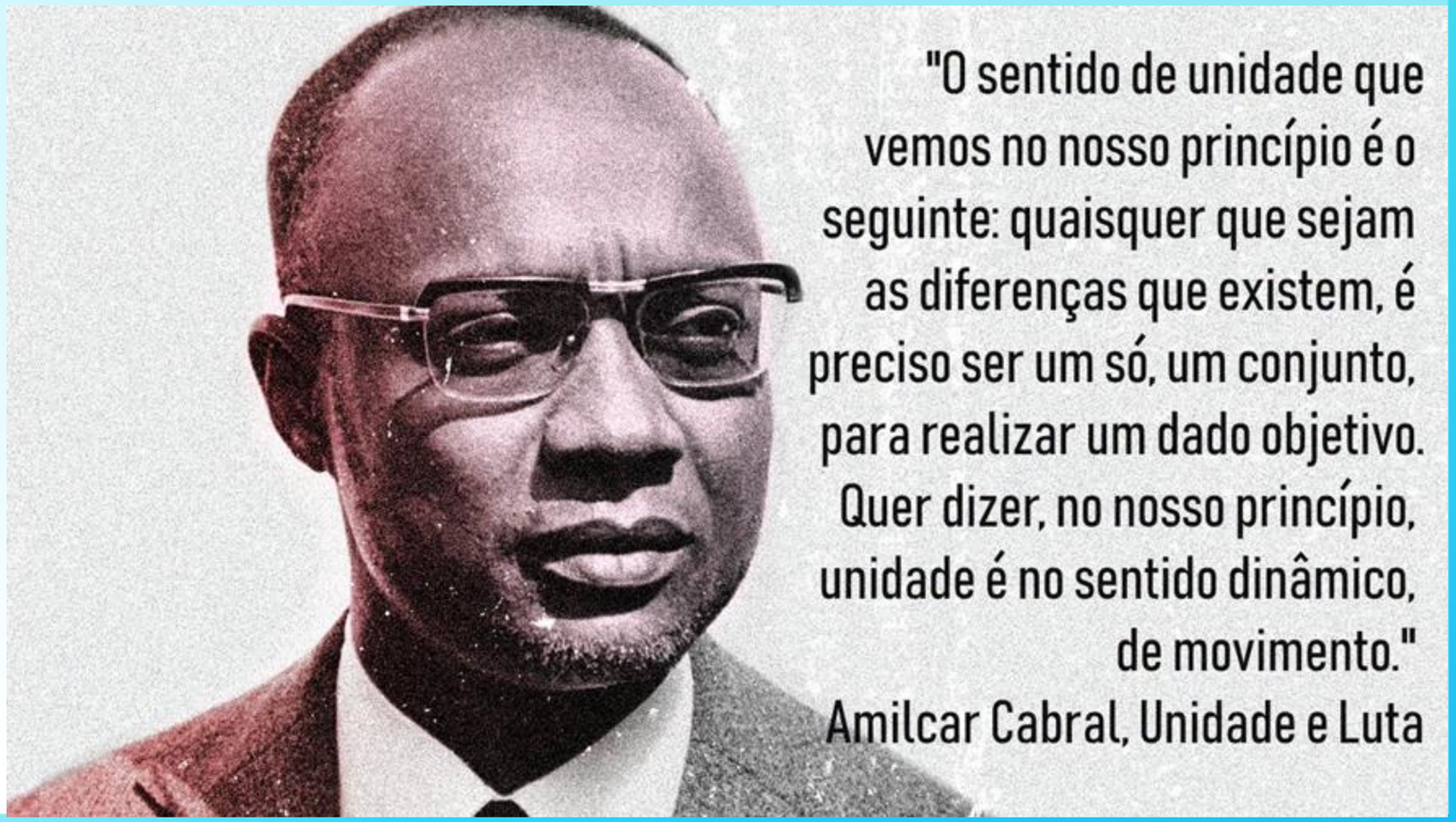
TRIMESTRE	INSTRUMENT		TOTAL
	BAT	OAT	
T1	30 000	17 500	47 500
T2	20 000	20 000	40 000
T3	40 000	20 000	60 000
T4	35 000	20 000	55 000
TOTAL	125 000	77 500	202 500

CONCLUSION

Malgré les incertitudes, la Guinée-Bissau a choisi, parmi ses priorités :

- honorer les engagements pris ;
- de s'engager dans la consolidation budgétaire par la réduction progressive des dépenses et l'augmentation des recettes ;
- de poursuivre la mise en œuvre du compte unique du trésor pour une gestion performante de la trésorerie de l'État ;
- de finaliser les grands projets d'infrastructures déjà en cours ;
- d'étendre l'utilisation de plateformes et d'outils numériques à l'ensemble de l'administration publique.

Le sentiment d'unité que nous voyons dans notre principe est le suivant : **quelles que soient les différences, il faut être un, un ensemble, pour atteindre un objectif donné. Autrement dit, dans notre principe, l'unité est au sens dynamique, de mouvement.**



REMTP

LES RENCONTRES DU MARCHÉ DES TITRES PUBLICS

6ÈME ÉDITION

MERCI